



« L'ÉLYSÉE A BALAYÉ LES ALERTES »

Michaël Sztanke signe son troisième film sur le génocide des Tutsi, dont on commémore les 30 ans. Il remonte aux sources d'un conflit entre deux ethnies créées artificiellement par les colons belges. Et rappelle que la France a maintenu son soutien à un État devenu génocidaire.

En 2019, Michaël Sztanke retraçait dans *Rwanda*, chronique d'un génocide la genèse historique des événements de 1994 et questionnait en profondeur les actions de la France. Puis, dans le bouleversant *Silence des mots* (2021), coréalisé avec Gaël Faye, trois femmes tutsi témoignaient des viols commis, selon elles, par des soldats français de l'opération Turquoise. Avec *Rwanda, vers l'apocalypse*, coréalisé avec la »

Rwanda, vers l'apocalypse
Dimanche 21.05
France 5

» journaliste Maria Malagardis et le monteur Seamus Haley, diffusé sur France 5, Michaël Sztanke, 47 ans, achève – pour l'heure – une trilogie documentaire consacrée au génocide des Tutsi. Entretien.

Pourquoi un troisième film sur le sujet?

À l'occasion des commémorations des 30 ans du génocide, qui débute après l'assassinat du président rwandais Juvénal Habyarimana le 6 avril 1994, j'ai voulu faire un travail pédagogique. Raconter que, comme tous les génocides, celui-ci n'était ni une surprise ni une violence spontanée entre deux camps, mais qu'il a été préparé pendant de longues années. Nous avons mis l'accent sur cette mécanique et donné la parole à des Rwandais, tels l'historien Marcel Kabanda ou Paul Kagame, chef du Front patriotique rwandais (FPR) en 1994 et président de la République depuis 2000. J'ai grandi avec l'histoire de la Shoah, trois de mes grands-parents ont été déportés depuis l'Allemagne, la Pologne et la France. Ma grand-mère, rescapée d'Auschwitz,

m'en a parlé toute mon enfance, et avec la maturité je me suis intéressé à d'autres génocides. Avec au cœur le désir de transmettre.

Vous retracez l'histoire d'une racialisation fabriquée par les Européens...

Dans le Rwanda historique, il n'y a pas d'ethnies, mais des groupes sociaux : les Hutu, agriculteurs du Sud, majoritaires, et les Tutsi, éleveurs du Nord. Le colon belge et la hiérarchie catholique fabriquent la racialisation en les considérant comme des ethnies distinctes dont ils imposent la mention sur la carte d'identité – qui a évidemment disparu. À partir de l'indépendance, en 1962, les leaders hutu ne reviennent pas sur cette ethnicisation, ils l'utilisent pour légitimer une hiérarchie, persécuter les Tutsi, les chasser du pays. C'est ainsi dans tous les génocides : on désigne l'ennemi, on lui attribue des caractéristiques (traîtrise, fourberie), on le déshumanise. Ces cartes d'identité ont servi, en 1994, à identifier aux barrages ceux qu'il fallait éliminer.

Comment la France s'est-elle impliquée dans cette ancienne colonie belge?

Le régime de François Mitterrand avait besoin de renforcer le pré carré francophone en Afrique pour se garantir des appuis à l'ONU. Il a donc décidé de soutenir le régime hutu pour contrer les pays alliés aux Anglo-Saxons tels le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, quitte à fermer les yeux sur la politique de ses partenaires. Les archives l'ont montré, c'est avéré : dès 1990-1991, l'Élysée reçoit des alertes sur les risques de génocide, émises par des militaires et des humanitaires. Et les balaie, estimant qu'il s'agit de rivalités entre deux groupes, de Noirs qui s'entretuent, pour le dire clairement. C'est la poursuite de la lecture ethniciste et raciste de l'époque coloniale. La France a soutenu un régime discriminatoire, puis génocidaire, et choisi de ne pas le lâcher. Puisque le FPR de Paul Kagame était l'ennemi de ce régime, c'est devenu aussi l'ennemi de la France, qui n'a pas hésité à protéger la fuite de ministres et de miliciens génocidaires – des télégrammes en attestent.

Ci-dessous : en 1984, le président Mitterrand s'entretient avec son homologue rwandais, Juvénal Habyarimana.

Page précédente : à Kigali, la capitale rwandaise, une exposition de photographies de victimes.



Trente ans après, est-ce que la France regarde sa responsabilité en face ?

Elle l'a fait en 2021, avec la remise du rapport de la commission d'historiens pilotée par Vincent Duclert, concluant à la « lourde et accablante responsabilité de la France », mais écartant la notion de complicité de génocide, ce qui fait débat entre historiens. Emmanuel Macron s'est rendu au Rwanda, ce geste était important. Mais d'anciens proches de Mitterrand parlent encore d'un double génocide (celui des Tutsi et celui prétendument commis en représailles contre les Hutu). Et une centaine de Rwandais, anciens ministres, miliciens ou préfets, que les militaires français de l'opération Turquoise ont délibérément laissés fuir en 1994, vivent encore en France. Dont Agathe Habyarimana, veuve du président assassiné, et présumée très active dans la machine génocidaire.

Où en sont les plaintes contre l'armée française, en particulier pour viol ?

Au point mort, même si le dossier des six femmes qui ont porté plainte en 2012 est toujours ouvert au Pôle génocide et crimes contre l'humanité de Paris. Des juges sont retournés sur place, à la suite du documentaire que j'ai réalisé avec Gaël Faye, notamment pour interroger les trois plaignantes que nous avons pu filmer. Il y a eu quelques procès, comme celui récent d'un ancien préfet [Laurent Bucyibaruta, condamné à vingt ans de réclusion criminelle en 2022, mort en 2023, ndlr], une trentaine de plaintes ont été déposées, entre autres par le Collectif des parties civiles pour le Rwanda. Mais la justice est très, très lente. On peut se demander s'il y a une vraie volonté d'ouvrir ces dossiers, ce qui implique d'explorer comment et pourquoi ces gens ont été accueillis. Il y a eu des efforts, le génocide est au programme des élèves de terminale, des institutions s'en emparent, le Mémorial de la Shoah parisien est partenaire du Mémorial de Kigali. Mais l'intérêt n'est pas massif. On verra l'écho que rencontreront le film et les commémorations... Je ne veux pas être cynique. Mon étoile me dit qu'il faut en parler, et apporter ma petite pierre à l'édifice du devoir de mémoire.

Propos recueillis par **Juliette Bénabent**

LIRE aussi notre sélection de livres sur le génocide des Tutsi au Rwanda, p. 56, et notre sélection de podcasts, p. 139.



Le centre de déradicalisation d'Orkech, ouvert par des Kurdes, dans le nord-est de la Syrie.

ENFANTS DE DJIHADISTES, VERS UN RETOUR À LA VIE ?

Détenus dans un centre de déradicalisation dans le Kurdistan syrien, quatre jeunes Français, dont les parents ont fait le djihad, livrent leur témoignage.

TTT

Envoyé spécial
Fils de djihadistes :
l'impossible
retour ?
Jeudi 21.10
France 2

Âgés de 18 à 22 ans, Amza, Youssef, Elias et Adem, fils de djihadistes, sont détenus dans un centre de déradicalisation à Orkech, dans le

Kurdistan syrien. Un reportage exceptionnel, diffusé dans *Envoyé spécial*, sur France 2, donne la parole à ces quatre jeunes Français qui racontent leur arrivée en Syrie, la guerre, les atrocités commises par l'État islamique, et le rôle joué par leurs parents.

À la caméra, Chris Huby, réalisateur et journaliste, suit le conflit syrien depuis ses débuts, en 2011. En 2019, grâce à une information de son fixeur, il découvre l'existence d'une première structure de déradicalisation pour les fils de djihadistes, à un emplacement tenu secret dans le Nord syrien : prison stricte et laboratoire d'observation, ce lieu, géré par l'administration kurde, accueille alors depuis quelques mois cent vingt mineurs orphelins, isolés, traumatisés, retrouvés seuls à Raqqa ou Baghouz. Avec un objectif : leur réapprendre à vivre après des années de guerre au sein de Daech. « Certains, ultraradicalisés, étaient des "lionceaux du califat" [enfants-soldats enrôlés de force, ndlr]. D'autres n'avaient rien fait, rien demandé, et avaient refusé de combattre, malgré la pression de leurs parents. » Chris Huby décide de leur consacrer un documentaire de cinéma.

Coécrit avec l'écrivain François Bégaudeau, le film, en cours de production, sortira fin 2024. « Fin 2023, les Kurdes, dont j'ai fini par gagner la confiance, m'annoncent qu'ils viennent d'ouvrir un second centre, à Orkech, dans le Nord-Est syrien. » Chris Huby part aussitôt avec le journaliste reporter d'images Guillaume Lhotellier, interviewer les quatre Français pour le magazine de France 2.

Au cœur du reportage, Adem Clain, fils du terroriste Fabien Clain, l'homme qui a revendiqué les attentats du 13 novembre 2015 sur la radio de Daech. « Souriant, Adem a du charisme et une grande intelligence. Notre tournage s'est déroulé, avec lui comme les autres, sous la stricte surveillance des gardiens. Nous les avons suivis dans leurs activités quotidiennes, toutes tournées vers la réhabilitation, avant qu'ils nous livrent leur témoignage. » Condamnant les actes de leur père (et de leur mère, parfois), Adem, Youssef, Elias et Amza partagent le même rêve : se reconstruire en France, trouver un métier... En s'exprimant dans *Envoyé spécial*, ils ont conscience que leur parole sera largement diffusée. « Ils ont envie d'avancer et méritent qu'on leur donne leur chance », souligne Chris Huby. En pleine polémique sur le retour des enfants de djihadistes sur le territoire national, il signe, avec ce reportage qui multiplie les séquences fortes, un véritable plaidoyer pour leur rapatriement. — **Emmanuelle Skyvington**